

“Les ministres wallons se sont assez servis dans les subsides”

■ P.-Y. Jeholet (MR) veut mettre fin une bonne fois pour toutes au cumul ministre-bourgmestre.

Outre la question de la suppression de l'effet dévolutif de la case de tête (voir ci-dessous) lors des prochaines élections communales, décidées par le gouvernement wallon (PS/CDH), le chef du groupe MR, au Parlement wallon, Pierre-Yves Jeholet, souhaite que le Parlement wallon examine au plus vite sa proposition de décret visant à interdire purement et simplement le vrai-faux cumul ministre-bourgmestre.

Rappelons qu'un ministre qui exerce également un mandat local doit s'en déclarer "empêché" lorsqu'il accède à une fonction ministérielle. Dans les faits, beaucoup jouent un peu avec le laxisme de cette règle qui permet quand même à un bourgmestre empêché d'être invité comme expert lors de la tenue d'un collège communal et même de présider les séances du conseil communal. "C'est inacceptable et c'est un vrai problème en Wallonie. On attend des ministres qu'ils travaillent à 300% pour la Wallonie. C'est peut-être bien pour Charleroi et Namur (dont Paul Magnette et Maxime Prévot, respectivement numéro un et numéro deux du gouvernement wallon,

sont les bourgmestres "empêchés", NdlR), mais ce n'est pas bien pour l'ensemble des Wallonnes et des Wallons", s'énerve Pierre-Yves Jeholet.

Le député-bourgmestre de Herve va plus loin. Il dénonce, de manière claire, un conflit d'intérêts chez les ministres wallons qui en profiteraient pour "prendre le plus de subsides possibles en faveur de leurs communes". "Ils se sont assez servis comme ça."

27% du budget du plan "infrastructures"

Pour étayer son propos, il livre quelques chiffres pris dans le plan "infrastructures" présenté il y a quelques semaines par

Maxime Prévot. Un plan qui doit permettre de remettre en état une partie du réseau routier régional et pour lequel le gouvernement wallon garantit pourtant l'objectivité: "8,7% des kilomètres de routes qui vont être réparés le seront dans des communes dont sont issus les ministres wallons, le président du Parlement wallon, les présidents du PS et du CDH et le ministre-Président de la Fédération

Wallonie-Bruxelles. Cela représente 27,32% du budget total du plan "infrastructures". Si on compare avec les communes à majorité absolue MR, on a 6,69% de kilomètres de routes qui vont être réparés, mais cela représente 9,14% du budget du plan infrastructures. Avec des chiffres, c'est plus clair, non?", souffle Pierre-Yves Jeholet.

Stéphane Tassin

"C'est peut-être bien pour Charleroi et Namur, mais ce n'est pas bien pour la Wallonie."

PIERRE-YVES JEHOLET

Chef du groupe MR
au Parlement wallon.